

LES ACTIVITÉS DU RÉSEAU ÉTUDIANT

- » **Tables rondes, conférences, projections de documentaires, expositions** réalisées par les délégations sur des enjeux cruciaux relatifs aux violations des droits humains et au développement démocratique (Semaine contre l'impunité, campagne pour la protection des peuples autochtones menacés d'extinction en Colombie, simulation d'une élection au Zimbabwe, etc.)
- » **Forum national annuel de 3 jours** offert par Droits et Démocratie regroupant l'ensemble des délégations et permettant d'échanger sur des thématiques particulières, de rencontrer des acteurs et des leaders importants de la scène internationale et de partager les réalisations annuelles des membres.
- » **Rendez-vous régionaux de l'Est et de l'Ouest** organisés par les délégations universitaires proposant des thématiques qui abordent diverses problématiques et enjeux actuels
- » **Séries de formations, de conférences et d'événements nationaux et internationaux** en lien avec les droits humains et le développement démocratique auxquels les membres du Réseau étudiant sont invités
- » **Stages et missions d'observation** offerts aux membres du Réseau étudiant au siège social ou dans les pays dans lesquels œuvre Droits et Démocratie
- » **Comité consultatif du Réseau étudiant** composé de 8 représentants élus lors d'une élection auprès de l'ensemble des 3 000 membres et chargé de veiller aux différentes transformations et évolutions du Réseau étudiant



LE RÉSEAU ÉTUDIANT : RÉSOLUMENT TOURNÉ VERS L'AVENIR !

- » Augmenter le nombre de stages crédités et rémunérés autant au Canada qu'à l'étranger pour les étudiantes et étudiants et les jeunes professionnelles et professionnels
- » Créer des partenariats avec les universités, les départements et les ONG canadiennes et étrangères afin de bonifier la formation académique et professionnelle des étudiantes et étudiants
- » Développer une communauté d'échange, d'action et de sensibilisation, incluant le Réseau étudiant et différents groupes de jeunes d'ici et d'ailleurs, mobilisée autour de la défense des droits humains et du développement démocratique

LE RÉSEAU ÉTUDIANT C'EST :

- » 18 délégations universitaires canadiennes
- » 200 jeunes leaders à travers le pays
- » 3 000 membres ayant à cœur le développement démocratique et les droits humains
- » 10 000 personnes rejointes chaque année par les projets et les activités des délégations
- » Plus de 50 organisations partenaires dans 20 pays
- » Un budget de 1 500 \$ pour chaque délégation pour la réalisation de projets et d'activités de sensibilisation
- » De nombreuses opportunités d'apprentissage, de formation, de recherche et de stage pour les universitaires et jeunes professionnelles et professionnels au Canada et à l'étranger

Le Réseau étudiant Droits et Démocratie, par sa mission, souhaite offrir aux étudiantes et étudiants et jeunes professionnelles et professionnels canadiens des expériences significatives venant appuyer leur formation académique et leurs intérêts. Le Réseau étudiant se veut un vecteur pour l'action, la sensibilisation, le perfectionnement et l'échange d'informations et de compétences dans le domaine des droits humains et du développement démocratique.

Nous souhaitons offrir une voix à la jeunesse qui aspire à un monde plus juste et égalitaire.

DÉLÉGATIONS ÉTUDIANTES 2011-2012 AU CANADA

Vancouver Island University
University of Victoria
University of British Columbia
University of Alberta
University of Calgary
University of Manitoba

University of Winnipeg
Université Laurentienne
University of Toronto
York University
University of Western Ontario
Université d'Ottawa

McGill University
UQAM
Université Laval
Université de Moncton
Mount Allison University
Memorial University



RÉSEAU ÉTUDIANT
Droits et Démocratie

1001, boul. de Maisonneuve Est Bureau 1100 Montréal (Québec) Canada H2L 4P9
Téléphone : +1 514.283.6073 Télécopieur: +1 514.283.3792 Courriel : network@dd-rd.ca Site Web : www.dd-rd.net

ENGAGE-TOI POUR UN MONDE JUSTE ET DÉMOCRATIQUE

DE VICTORIA À MONCTON, DES MEMBRES DU RÉSEAU ÉTUDIANT DROITS ET DÉMOCRATIE

DANS 18 UNIVERSITÉS CANADIENNES FONT LA PROMOTION D'ENJEUX

RELATIFS AUX DROITS DE LA PERSONNE ET À LA DÉMOCRATIE LES PLUS URGENTS

GRÂCE À DES ÉVÉNEMENTS ET DES PROJETS LOCAUX, RÉGIONAUX, NATIONAUX ET INTERNATIONAUX.



RÉSEAU ÉTUDIANT
Droits et Démocratie

QUI EST DROITS ET DÉMOCRATIE ?

Droits et Démocratie est une institution indépendante et non partisane créée en 1988 par le Parlement du Canada afin de promouvoir et consolider les institutions démocratiques et les bonnes pratiques comme levier de développement des droits humains.

RÉCENTS PROJETS

Droits et Démocratie développe et soutient des activités, des projets et des organisations qui :

- » Développent et consolident des institutions démocratiques, leurs mécanismes, pratiques et procédures
- » Améliorent les capacités de la société civile à participer et influencer les processus électoraux
- » Soutiennent et renforcent les règles de droit, la mise en œuvre des droits humains et des normes démocratiques à l'intérieur des systèmes légaux
- » Donne force et effet aux droits et libertés tels qu'enchâssés dans la Charte internationale des droits de l'homme

CE QUE NOUS FAISONS

- » Promotion de la participation des femmes en politique et de leur autonomie
- » Stratégies pour établir un dialogue constructif entre les acteurs politiques
- » Services d'aide juridique
- » Ateliers en relations publiques et conseils
- » Ateliers sur les médias et sessions de formation pour les journalistes et blogueurs
- » Initiatives de renforcement des capacités en gouvernance démocratique
- » Stratégies de réforme du secteur de la sécurité
- » Soutien à la promotion des droits économiques
- » Initiatives d'engagement des jeunes dans la société civile



Droits et Démocratie
Rights & Democracy

www.dd-rd.ca

HAÏTI

Mettre en place un dialogue national sur le plan de reconstruction entre les officiels élus d'une part, et les femmes, enfants et groupes marginaux d'autre part. Préparer des rapports et des recommandations au Parlement, aux dirigeants et à l'agence nationale de reconstruction en soulignant les vues et les recommandations des participants.

BELIZE, COSTA RICA, SALVADOR, GUATEMALA, HONDURAS, NICARAGUA, PANAMA ET LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Voir à construire des liens entre les parlementaires, le pouvoir exécutif et la société civile dans le but de consolider le rôle des législateurs en Amérique centrale face aux défis de la sécurité publique et la réforme de ce secteur.

COLOMBIE

Assister les Assemblées constituantes en Colombie afin que leurs représentants deviennent des acteurs significatifs et efficaces lors des débats nationaux traitant du développement, de la gouvernance et de la démocratisation du pays.

BOLIVIE

Établir un programme national de formation visant à développer les capacités des femmes en politique dans la gestion des affaires municipales et notamment par l'intégration d'une approche fondée sur le droit de leur rôle en tant que décideuses au niveau local.

ARGENTINE, MEXIQUE ET COLOMBIE

Développer des méthodologies et de la jurisprudence en Argentine, au Mexique et en Colombie, ainsi qu'au niveau interaméricain, afin de documenter la double discrimination vécue par les femmes autochtones en vertu de leur genre et leur ethnie.

RWANDA, SIERRA LEONE ET LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

S'assurer que les auteurs des crimes de violence sexuelle sont amenés devant les systèmes transitoires africains de justice et aider les survivantes de violences sexuelles à obtenir justice en s'appuyant sur la Déclaration de Nairobi sur le droit des femmes et des filles à un recours et à réparation.

MALAWI

Développer des outils méthodologiques et une loi type afin d'assister le gouvernement et la société civile pour favoriser la sécurité alimentaire au niveau national.

ZIMBABWE

Compte tenu de la fréquence des violences politiquement motivées, concevoir une base de données standardisée et sécuritaire afin d'entreposer efficacement les renseignements colligés sur une base régionale pour augmenter l'efficacité des organisations de droits humains dans leur processus de documentation.

ÉGYPTE

Fournir les compétences et les connaissances nécessaires pour transformer des blogues amateurs en journalisme citoyen, améliorant ainsi l'accès à l'information de la population, la sensibilisation politique, l'habileté à participer au processus politique et l'amorce des changements.

MAROC

Permettre aux jeunes Marocaines et Marocains de remplir leur rôle en tant que citoyens responsables à l'égard de la démocratisation et du processus de développement démocratique et devenir des agents de changement.

JORDANIE

Permettre aux jeunes Jordaniennes et Jordaniens de faire le pas de la participation civile à la participation politique par l'entremise d'un camp de participation politique.

AFGHANISTAN

S'assurer de l'entière participation des citoyens afghans à la transformation de leur société par l'élaboration de politiques enracinées dans la constitution de leur pays.

BIRMANIE

Soutenir la *Democratic Voice of Burma* dans la construction de la démocratie selon une approche citoyenne en développant ses compétences médiatiques.

NÉPAL

Soutenir la société civile dans la promotion du droit à l'alimentation comme moyen d'accéder à la sécurité alimentaire.

INDONÉSIE

S'assurer qu'en matière de droits humains, les voix des femmes et des régions soient entendues dans les institutions provinciales et nationales dans les réformes des normes et mécanismes du secteur de la sécurité.

CHINE

Travailler conjointement avec le peuple chinois et l'élite politique afin de promouvoir des lois donnant effet aux droits humains et favorisant le développement démocratique. Ceci inclut notamment le soutien des mouvements chinois de droits civiques via des ateliers de formation sur la défense des droits humains et le soutien d'activités visant à protéger les droits des travailleurs migrants.